

PAKISTAN : FICHE PAYS – DECEMBRE 2024



Catégorie OCDE (2024) : 7/7

Notes agences (S&P / Moody's / Fitch) : CCC+/Caa2/CCC-

Change : Roupie pakistanaise (PKR) / Régime de change administré

Horizon de l'objectif de neutralité carbone : -

FORCES

- Soutien financier international
- Ratios bancaires satisfaisants

FAIBLESSES

- Infrastructures défailtantes et peu développées
- Dépendance énergétique
- Déficit jumeaux importants
- Arriérés de paiements
- Contexte sécuritaire fragile

SYNTHÈSE :

Evolution des risques : Positive

Environnement macroéconomique et financier :

- **Vulnérabilité de la croissance** : Le Pakistan a renoué avec la croissance sur l'exercice budgétaire 2024 (juillet 2023-juin 2024), enregistrant une hausse de l'activité de +2,4 %, grâce à la reprise des récoltes agricoles. Sur l'exercice 2025, la croissance est prévue à +3,2 % grâce à la diminution de l'inflation et des taux directeurs qui stimuleraient la demande interne. Sur le front externe, la reprise du secteur agricole (production du coton en particulier) soutiendrait les exportations. A moyen-terme, la croissance devrait atteindre en moyenne +4,5 % (horizon 2027) selon le FMI, portée par plusieurs grands projets d'investissements internationaux.
- **Vulnérabilité des comptes publics** : Le déficit public s'est réduit lors de l'exercice 2024 à -6,7 % du PIB (après -7,7 % du PIB précédemment), grâce à la hausse des recettes fiscales permise par la reprise économique. L'accord conclu avec le FMI pour une aide d'un montant de 7 Mds \$, conditionné à l'effort de consolidation budgétaire, devrait inciter le gouvernement à mettre en place des mesures pour augmenter ses recettes. Ainsi, le déficit public devrait de nouveau se réduire, prévu à -6,0 % du PIB sur l'exercice 2025. Malgré une baisse au cours de l'exercice 2024, la dette publique reste élevée (69,2 % du PIB) et son service également (près de 55 % des recettes budgétaires).
- **Vulnérabilité extérieure** : Le déficit courant a diminué à -0,2 % du PIB sur l'exercice 2024 (après -1,0 % précédemment) grâce à la progression des envois de fonds et la reprise des exportations, mais devrait légèrement se creuser en 2024/25, avec la hausse des importations soutenues par la demande intérieure. La roupie a été maintenue stable mais les réserves de change demeurent faibles (moins de 3 mois d'importations), maintenant le risque de change élevé.
- **Vulnérabilité du secteur bancaire** : Le système bancaire est bien capitalisé. Néanmoins, le crédit bancaire à destination du secteur privé reste faible, les banques privilégiant les prêts au secteur public, exposant le secteur au risque souverain.

Environnement politique et gouvernance :

- **Stabilité socio-politique** : La réélection en mars 2024 du Premier ministre Shehbaz Sharif, soutenu par l'armée, est contestée, augmentant la menace de révolte populaire et de tensions sociales. Les relations avec la Chine restent fortes malgré les tensions régionales et la menace terroriste.
- **Climat des affaires** : Malgré des défis géopolitiques et climatiques, les accords signés avec le FMI et des projets avec la Chine et l'Iran sont favorables au climat des affaires.

Environnement et politique du climat :

- **Vulnérabilité climatique** : Le Pakistan se classe 139^{ème} au rang ND-Gain, montrant une vulnérabilité élevée au changement climatique et un besoin d'investissement en infrastructure important pour faire face aux risques climatiques.

STRUCTURE DES ÉCHANGES

Principaux partenaires commerciaux + France

Part moyenne des échanges de marchandises 2019-2023 (% du total)

Exportations		Importations	
1 Etats-Unis	18,8%	1 Chine	25,4%
2 Chine	9,0%	2 Emirats arabes unis	10,7%
3 Royaume-Uni	7,1%	3 Arabie saoudite	6,1%
4 Allemagne	5,7%	4 Indonésie	5,9%
13 France	1,7%	32 France	0,7%

Principaux produits échangés

Part moyenne des échanges de marchandises 2019-2023 (% du total)

Exportations		Importations	
Industrie textile	44,7%	Combustibles minéraux	29,3%
Coton	11,8%	Machinerie électrique	7,8%
Céréales	9,4%	Equipements mécaniques	7,6%
Maroquinerie	2,5%	Fonte, fer et acier	6,1%
Cuivre	2,3%	Graisses et huiles	5,3%

Source : ITC

Source : ITC

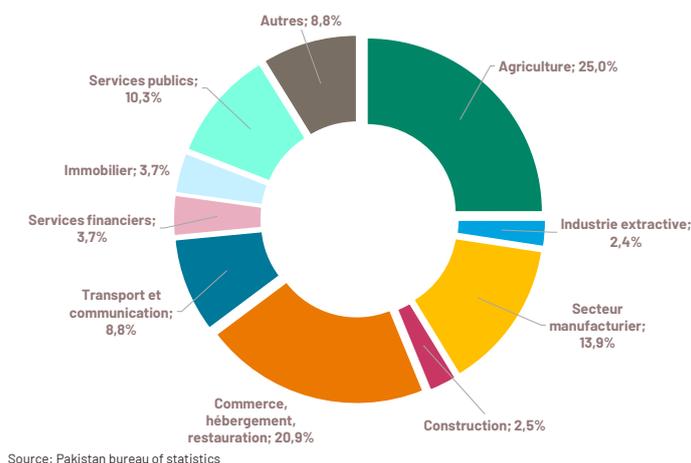


TABLEAUX DES PRINCIPAUX INDICATEURS

PAKISTAN	2019/20	2020/21	2021/22	2022/23	2023/24	2024/25 (p)
STRUCTURE ECONOMIQUE						
PIB (Mds USD, courant)	300	348	375	337	375	375
<i>Rang PIB mondial</i>	42	42	41	42	45	0
Population (Mns)	218,2	218,2	218,2	218,2	218,2	218,2
<i>Rang Population mondiale</i>	5	5	5	5	6	6
PIB / habitant (USD)	1 376,5	1 596,8	1 717,6	1 546,3	1 716,4	1 716,7
Croissance PIB (%)*	-0,9	5,8	6,2	-0,2	2,4	3,2
Inflation (moyenne annuelle, %)	10,7	8,9	12,2	29,2	23,4	9,5
Part exportations manufacturées (% total exp.)	74,7	75,4	75,1	71,0	NA	NA
FINANCES PUBLIQUES						
Dette publique (% PIB)	79,6	73,5	76,2	77,3	69,2	71,4
Solde public (% PIB)	-7,0	-6,0	-7,8	-7,7	-6,7	-6,0
Charge de la dette publique (% recettes budg.)*	NA	NA	NA	NA	NA	NA
POSITION EXTERNE						
Solde courant (% du PIB)	-1,5%	-0,8%	-4,7%	-1,0%	-0,2%	-0,9%
IDE (% du PIB)***	0,7%	0,5%	0,1%	0,5%	0,3%	0,3%
Réserves (en mois d'importation B&S)***	4,1	3,4	2,2	1,4**	1,6	2,1
Dette extérieure totale (% PIB)*	35%	35%	35%	37%	30%	30%
Dette extérieure CT (% PIB)*	2,4%	2,6%	2,3%	NA	NA	NA
Taux de change****	124,4	125,4	126,4	127,4	128,4	129,4
SYSTÈME BANCAIRE						
Fonds propres / actifs pondérés	18,6	16,7	17,0	19,7	19,6	NA
Taux de NPL**	9,2	7,9	7,3	7,6	7,9	NA
ROE	13,8	14,0	16,9	27,1	24,1	NA
SOCIO-POLITIQUE						
Rang gouvernance Banque Mondiale (214 Pays)*	NA	NA	NA	NA	NA	NA
Rang doing business (190 pays)*	NA	108	NA	NA	NA	NA
CLIMAT						
Rang émissions de CO2 par hab. (160 pays) ^a	116	113	114	117	NA	NA
Rang ND-Gain (181 pays) ^b	146	148	139	NA	NA	NA
Rang politique climat (64 pays) ^c	NA	NA	NA	NA	NA	NA

Sources : FMI (WEO, 04/22); *Banque mondiale; **CEIC; ***Oxford Economics; ****SBP; Légendes : (e) estimations ; (p) prévisions
a : Eurostat, b : Notre Dame Global Adaptation Initiative (Indicateur de vulnérabilité), c : Germanwatch

Pakistan : part des secteurs dans le PIB (2023/24)





1. SITUATION ECONOMIQUE

• Rebond de l'activité en 2024 et bonnes perspectives pour l'exercice 2025

Sur l'exercice budgétaire 2024 (juillet 2023 à juin 2024), la croissance a atteint +2,4 % (après un recul de -0,2 % sur l'exercice budgétaire précédent), favorisée par la reprise des récoltes agricoles, ainsi que celle de l'activité industrielle et des services mais dans une moindre mesure.

Pour mémoire, la chute de l'activité en 2023 a été causée par des inondations dévastatrices¹ qui ont endommagé habitations, infrastructures et cultures agricoles (coton², céréales, riz, sucre). Le secteur agricole représente 25 % du PIB et emploie 40 % de la main d'œuvre pakistanaise. Le secteur textile (45 % des exportations et 10 % du PIB) a également souffert de la baisse de la production de coton.

Pour l'exercice budgétaire 2025 (initié en juillet 2024), une croissance de +3,2 % est prévue. La demande intérieure serait stimulée par le recul de l'inflation, encourageant la consommation des ménages, et par l'assouplissement monétaire en cours, qui favoriserait les investissements et le recours au crédit à la consommation. Cependant, l'investissement public devrait rester limité compte tenu du processus de consolidation budgétaire en cours (cf. partie 2).

Sur le front externe, la reprise du secteur agricole, notamment la production de coton, devrait favoriser les exportations, en particulier celles du secteur textile.

• Baisse des pressions inflationnistes et assouplissement monétaire

La hausse des prix des matières premières³ et la dépréciation de la roupie pakistanaise⁴ (PKR) ont fait grimper l'inflation à 38 % en g.a. en mai 2023. Depuis, l'inflation a reflué, ouvrant la voie à un assouplissement monétaire, initié par la Banque centrale du Pakistan (SBP) en juin 2024. Celle-ci a réduit ses taux à quatre reprises (-700 pbb), atteignant 15 % en novembre 2024.

L'inflation a atteint 4,9 % en novembre, soit une diminution plus forte que prévue et un plus bas niveau depuis avril 2018. Elle se situe au seuil de la fourchette cible de 5 % à 7 % de la SBP.

Dans ce contexte, la SBP pourrait procéder à une nouvelle baisse des taux. Toutefois, une reprise des pressions inflationnistes n'est pas à écarter en raison de la réduction des subventions de l'électricité et de la hausse de certaines taxes prévues par le gouvernement

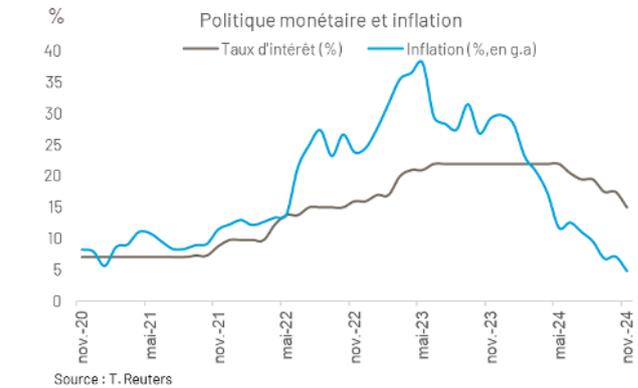
¹ De juin à août 2022, les pluies torrentielles et la mousson ont créé d'importantes inondations qui ont touché plus d'un tiers du pays dont les provinces du Sindh et du Balouchistan, causant plus de 1700 décès.

² Le Pakistan est le 5^{ème} producteur de coton au monde.

³ Notamment du blé dont 89 % des importations proviennent de la Russie et l'Ukraine.

⁴ La monnaie locale pakistanaise s'est dépréciée de 11,23% par rapport au dollar depuis le début de l'exercice 2023 lié à la perte

de confiance des investisseurs étrangers et des réserves en devise trop faibles pour soutenir la monnaie.



• Un secteur bancaire bien capitalisé mais exposé au risque souverain

Les banques restent bien capitalisées, avec un ratio de capital adéquat (CAR) de 19,6 % en mars 2024, au-dessus de l'exigence nationale de 12,5 %. Le ratio des actifs étrangers nets (NFA) a progressé, passant de -7,0 % sur l'exercice 2023 à -0,2 % sur 2024, indiquant une amélioration de la position des actifs extérieurs.

Les banques restent cependant exposées au risque souverain, car elles financent une grande part de la dette publique nationale, détenant environ 60 % de leurs actifs sous forme de dette souveraine⁵. Cet attrait pour les titres du gouvernement affecte le développement du marché du crédit à destination du secteur privé, dont le stock demeure faible (un peu moins de 12 % du PIB en 2023).

• Une croissance à moyen-terme soutenue par les investissements

Le FMI table sur une croissance moyenne de +4,5 % pour le Pakistan à horizon 2027, soutenue par les réformes prévues dans son programme et une inflation ramenée dans la fourchette cible (5 % à 7 %) de la SBP à l'horizon 2026, redonnant confiance aux investisseurs.

Le Corridor Economique Chine-Pakistan (CPEC), lancé en 2015, devrait continuer d'attirer les capitaux chinois et dynamiser l'économie pakistanaise⁶, notamment avec des projets d'infrastructures stratégiques comme celui reliant le port de Gwadar au Pakistan à Kashgar dans le Xinjiang. Gwadar est en passe de devenir un hub international d'ici 2055, soutenant l'activité économique du Pakistan, grâce à de nouveaux quais, une zone franche, un aéroport international et l'exploitation de ressources énergétiques (gaz et hydrocarbures)⁷. Toutefois, les défis budgétaires (cf. partie 2) pourraient

⁵ Soit plus de trois fois la moyenne des économies émergentes, selon le FMI.

⁶ Des responsables pakistanaise anticipent des créations de plus de 2,3 M d'emplois entre 2015 et 2030, et un gain annuel de PIB entre 2 % et 2,5 % du pays grâce au CPEC.

⁷ Les importations pakistanaise de pétrole et de gaz représentant 29,3 % des importations totales du pays.



restreindre les investissements en éducation, santé, services sociaux et dans des secteurs productifs. La dépendance du pays au secteur textile, confronté à une concurrence accrue (cf. partie 3), pourrait persister, limitant l'impact positif de la croissance démographique (+2 % en 2024), ainsi que la réduction de la pauvreté⁸.

2. FINANCES PUBLIQUES

- **Réduction du déficit public malgré un niveau toujours élevé**

En juin 2024, des mesures d'austérité budgétaire visant à accroître les recettes publiques⁹ de 40 % sur l'exercice 2025 ont été adoptées afin d'obtenir un soutien financier du FMI. Ces mesures incluent (i) une hausse de l'imposition sur le revenu, les sociétés et les ventes de pétrole, (ii) l'introduction d'une taxe sur les recettes d'exportations, (iii) la suppression de certaines exemptions fiscales (notamment sur les droits de douane) et (iv) l'augmentation des tarifs d'électricité.

Selon les estimations du FMI, ces mesures porteraient les recettes fiscales à 15,4 % du PIB sur l'exercice 2025. Les dépenses publiques devraient légèrement augmenter et cibleraient essentiellement la défense (en hausse de +17,1 % en g.a par rapport à l'exercice 2024, représentant environ 12,3 % des dépenses) ainsi que pour payer les intérêts de la dette (en hausse de +33,8 % en g.a par rapport à l'exercice 2024, représentant 56,8 % des dépenses). Dans ce contexte, le solde primaire pourrait atteindre +2 % du PIB en 2025, selon les prévisions du FMI (après +0,9 % du PIB en 2024).

Le déficit devrait diminuer à -6,0 % du PIB pour l'exercice 2025 (après -6,7 %), mais resterait élevé, affecté par le poids du service de la dette publique.

- **Amélioration de l'endettement public malgré des niveaux encore élevés**

La dette au Pakistan s'élève à 69,2 % PIB en 2024 (après 77,3 % du PIB en 2023), avec 36,3 % de dette extérieure et 63,7 % de dette domestique.

Bien que la dette soit majoritairement détenue par le marché domestique, le Pakistan avait sollicité et obtenu un soutien financier de 3 Mds \$ du FMI en 2023, dans le cadre du plan de sauvetage, afin d'éviter un défaut de paiement sur sa dette externe.

Le service de la dette demeure en effet élevé (54,7 % des recettes budgétaires en 2024) et pèse sur la solvabilité du pays, d'autant plus que les réserves de

change restent faibles et que les besoins de financement sont élevés.

L'amélioration des finances publiques (consolidation budgétaire en cours), un nouveau programme de soutien financier du FMI (cf. partie 3), ainsi que la reprise de l'activité sont cependant de bon augure pour ce pays. Cela contribue d'ores et déjà à la réduction du ratio de dette /PIB qui atteint 65,7 % en septembre 2024, soit son plus bas niveau depuis juin 2018. De plus, la baisse du taux directeur devrait permettre une baisse des intérêts sur la dette domestique, tandis que la stabilisation de la roupie, après des années de dépréciation (cf. partie 3), limiterait la croissance du service de la dette externe. Selon les estimations du FMI, le service de la dette est prévu autour de 14 % du PIB en 2025 (après environ 24% du PIB en 2024).

3. POSITION EXTÉRIEURE

- **Résorption partielle du déficit courant**

Au cours de l'exercice 2024, le déficit courant a diminué à -0,2 % du PIB (après -1 % du PIB en 2023), soit son plus bas niveau depuis 2011, favorisé par le dynamisme des transferts de fonds d'expatriés. Bien que les exportations (en valeur) soient restées inférieures aux importations, maintenant les exportations nettes négatives, ces dernières ont progressé de +12,3 % en g.a de janvier à novembre 2024 par rapport à la même période en 2023. Cette amélioration est principalement liée au secteur textile ayant contribué à la croissance des exportations (+17,2 % en g.a sur la période en moyenne, contre +2,9 % en g.a pour les importations).

Pour l'exercice 2025, le déficit courant devrait toutefois se creuser à -0,9 % du PIB, en raison du dynamisme de la demande interne, qui soutiendrait les importations. La hausse des transferts de fonds de travailleurs expatriés¹⁰ (+39 % en g.a au T1 de l'exercice 2025), si elle se poursuit, pourrait cependant atténuer l'aggravation du déficit courant.

À moyen terme, le solde courant resterait déficitaire compte tenu de la faible valeur ajoutée des exportations (textile principalement)¹¹, face aux besoins d'importations importants, notamment en ressources énergétiques (29,3 % des importations en moyenne sur 2019-2023, dont 22 % de pétrole) et les machines et appareils électriques (7,8 %).

- **Vers une stabilité du taux de change**

⁸ En septembre 2023, 39,4 % des Pakistanais vivaient en dessous du seuil de pauvreté, selon la Banque mondiale.

⁹ Les recettes fiscales du pays figurent parmi les plus faibles du monde en pourcentage du PIB (12,5 %), notamment en raison de la persistance de l'évasion fiscale, du travail informel et de la corruption.

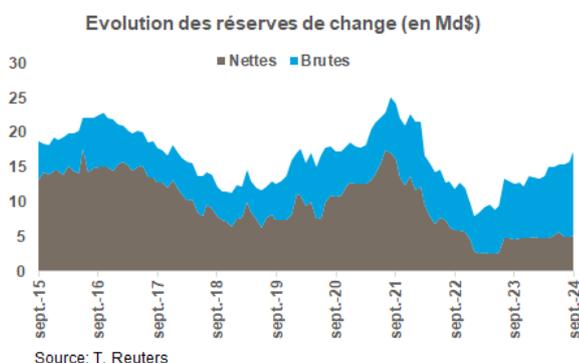
¹⁰ Les transferts de fonds de travailleurs expatriés proviennent essentiellement d'Arabie saoudite, des Émirats arabes unis et du Royaume-Uni.

¹¹ Les années de protectionnisme et d'endettement élevé ont affaibli l'innovation technologique et la productivité, surtout dans le secteur textile, le rendant vulnérable à la concurrence étrangère. L'ouverture commerciale progressive entreprise en 2023 et la stabilisation du PKR après des années de dépréciation risquent d'affecter la compétitivité des exportations pakistanaises.



Début 2021, la roupie pakistanaise a commencé à se déprécier. Les mesures de contrôle des changes mises en place par la SBP ont maintenu artificiellement la parité avec le dollar, provoquant par la suite une fuite de capitaux étrangers et accentuant la dépréciation. Entre janvier 2021 et août 2023, la roupie a ainsi perdu 47 % de sa valeur face au dollar. Elle s'est ensuite stabilisée autour de 280 PKR/USD, favorisée par l'injection des liquidités à la suite des accords conclus avec le FMI.

Pour 2025, les pressions baissières ne sont pas à écarter compte tenu de la hausse prévue du déficit courant, de la forte demande en devises étrangères et de la recommandation faite par le FMI à la banque centrale de ne pas intervenir sur le marché du change. La marge de manœuvre de la SBP semble par ailleurs limitée. Bien que les réserves de change brutes soient en hausse à 17,4 Mds \$ en septembre 2024 (contre 12,6 Mds \$ en septembre 2023)¹², elles représentent un peu moins de 3 mois d'importations.



- **Un endettement externe modéré, mais un service de la dette qui demeure élevé**

La dette externe est relativement modérée, à hauteur de 32 % du PIB au cours de l'exercice 2024. Elle est essentiellement publique (75 % de l'encours de 2024) et de long terme (68 % du total). Près de 50 % de la dette est détenue auprès d'organismes multilatéraux (FMI, Banque Mondiale, Banque Asiatique de développement, Club de Paris) et 30 % auprès de créanciers bilatéraux, dont la Chine.

¹² Soutenues par les décaissements auprès du FMI, la diminution du déficit courant sur l'exercice 2024, les dépôts du Conseil de coopération du Golf et de la Chine, dont une ligne

Bien que la dette contractée soit en grande partie concessionnelle et à faible taux d'intérêt, le Pakistan a toutefois dû recourir à des emprunts non concessionnels, tels que la vente de sukus¹³ ou d'euro-obligations, à des taux d'intérêt plus élevés.

En septembre 2024, face à l'échéance d'un eurobond d'1 Md \$, un nouveau mécanisme élargi de crédit (MEDC) de 7 Mds \$ a été négocié avec le FMI pour assurer la solvabilité de la dette.

Sur l'exercice 2025, le service de la dette externe est estimé à 3 % du PIB, après 3,6 % du PIB à l'exercice 2024. Certains remboursements de prêts, notamment ceux des producteurs indépendants d'électricité (IPP) pakistanais, financés par des institutions chinoises dans le cadre de l'initiative *Belt and Road*, arriveront également à échéance et pourraient nécessiter l'intervention de l'Etat en cas de difficulté de remboursement.

Alors que le soutien financier du FMI garanti au pays un certain accès au financement en devises, sa situation financière demeure encore fragile et dépendra notamment de la capacité du pays à adopter les réformes nécessaires pour continuer à bénéficier du soutien financier international.

4. ASPECTS POLITIQUES

- **Une armée omniprésente**

Le Premier ministre Shehbaz Sharif, chef de la Ligue musulmane du Pakistan (PML-N), a été réélu en mars 2024, bénéficiant d'un fort soutien de l'armée, notamment de son chef d'état-major, Asim Munir. L'influence militaire s'est amplifiée avec la création du SIFC (Société islamique internationale de financement du commerce) en 2023, un organisme où l'armée est partie prenante aux côtés du gouvernement. Cependant, cette réélection est fortement contestée. Imran Khan, ancien Premier ministre destitué en avril 2022 par une motion de censure, a été incarcéré en août 2023 et déclaré inéligible pour cinq ans après avoir été **reconnu coupable de corruption**. Malgré cela, il bénéficie d'un fort soutien populaire et s'oppose fermement à l'armée. Sa condamnation a été jugée arbitraire et en violation des lois internationales par la Commission des droits de l'Homme des Nations unies.

Le contexte politique et social s'est encore dégradé à la suite des **manifestations violentes qui ont éclaté à Islamabad** au mois de novembre, orchestrées par Bushra Bibi, l'épouse de l'ancien Premier ministre incarcéré, elle-même récemment libérée de prison. Des milliers de manifestants se sont dirigés vers les bâtiments gouvernementaux et la prison où est détenu Imran Khan, entraînant des décès et l'arrestation de plus de 4 000 personnes. Le 1^{er} ministre, Shehbaz Sharif, a menacé les manifestants de représailles militaires,

de swap de 4 Mds \$ avec la Banque populaire de Chine (PBOC)

¹³ Certificat financier islamique.



tandis que depuis sa prison, Imran Khan a appelé à intensifier les protestations contre sa condamnation et la mainmise croissante de l'armée sur les décisions politiques et économiques. Les tensions sociales et le risque de révolte populaire demeurent ainsi élevés.

- **Persistance de tensions régionales**

Les relations entre le Pakistan et la Chine devraient rester solides, à la suite de la réélection de S. Sharif qui entretient des relations étroites avec les dirigeants chinois. La Chine est un partenaire essentiel du Pakistan, tant par ses prêts bilatéraux que par ses investissements dans le cadre du Corridor économique Chine-Pakistan (CPEC). En octobre 2024, les banques centrales des deux pays ont signé un accord de swap (4,21 Mds USD) pour stabiliser les marchés de changes et renforcer les échanges commerciaux bilatéraux. Cependant, les tensions avec l'Inde autour de la question du Cachemire restent vives, bien qu'un engagement bilatéral ait été pris en 2021 pour limiter les violations du cessez-le-feu. Malgré le retrait du Pakistan de la "liste grise" du GAFI¹⁴ en 2022, la menace terroriste intérieure demeure élevée, le pays étant très exposé au terrorisme transfrontalier. L'arrivée au pouvoir des Talibans en Afghanistan en 2021 a retardé certains projets d'infrastructure, notamment la ligne électrique CAS100 (reliant le Tadjikistan, le Kirghizistan et le Pakistan) et le projet de gazoduc TAPI (reliant le Turkménistan au Pakistan et à l'Inde).

- **Un climat des affaires difficile**

L'accès à l'électricité est l'un des points faibles du climat d'affaires local. L'instabilité géopolitique et environnementale ainsi que des problèmes structurels (infrastructures défaillantes, lenteur des procédures administratives...) constituent également des freins à l'investissement. Le démarrage du gazoduc *Peace Pipeline* avec l'Iran, initialement retardé par les sanctions américaines, pourrait cependant réduire les perspectives de crise énergétique au Pakistan (ayant des réserves de GNL limitées) et engendrer des bénéfices économiques. Cependant, ce projet soulève des inquiétudes, notamment en raison de l'opposition des États-Unis à toute collaboration avec l'Iran, ce qui pourrait

compromettre le soutien financier du FMI et exposer le pays à des crises économiques en cas d'interruption de cette aide.

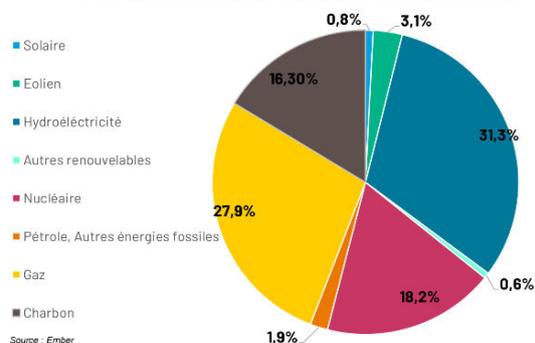
5. CLIMAT ET ENVIRONNEMENT

Classé 139^{ème} (sur 182) au classement ND-GAIN, le Pakistan est l'un des pays au monde les plus vulnérables face au changement climatique (fonte des glaciers himalayens¹⁵, stress hydrique et thermique, pluies torrentielles non saisonnières). Les vagues d'inondations et de sécheresses menacent par ailleurs le secteur agricole. La qualité des infrastructures est en outre faible ou inadaptée et les services de santé insuffisants.

Pour faire face à ces défis, le gouvernement pakistanais a créé en 2019 le Ministère du Changement Climatique, chargé d'élaborer une stratégie pour améliorer l'efficacité énergétique et réduire les émissions de GES. En 2021, ce ministère a lancé un Plan National d'Adaptation d'un montant de 2,7 Mns USD, soutenu par l'UNEP¹⁶ et visant à augmenter la résilience face au changement climatique.

Le soutien de la Banque asiatique de développement (BAD), avec un plan de 2,2 Mds USD pour les énergies renouvelables, combiné aux investissements chinois, devrait améliorer les capacités énergétiques du Pakistan.

Pakistan : production d'électricité par sources, en % (2023/24 = 126,68 TWh)



¹⁴ Qui recense les pays dont les mesures de lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme sont insuffisantes.

¹⁵ Selon l'université de Newcastle, sur les 15 millions de personnes à risque d'inondations glaciaires dans le monde, 7 millions vivent au Pakistan.

¹⁶ Programme des Nations-Unis pour l'environnement.



DIRECTION DES ETUDES, DE L'EVALUATION ET DE LA PROSPECTIVE

Baptiste Thornary	Chef Economiste	baptiste.thornary@bpifrance.fr
Sabrina El Kasmi	Responsable Pôle Conjoncture Macroéconomie Risque pays	sabrina.elkasmi@bpifrance.fr

Economie Internationale et Risques Pays

Anne-Sophie Fèvre	<i>Afrique de l'Ouest, Afrique australe, CEI & Russie</i>	as.fevre@bpifrance.fr
Adriana Meyer	<i>Amérique Latine, Asie du Sud & Inde, Afrique de l'Est</i>	adriana.meyer@bpifrance.fr
Victor Lequillier	<i>MENA, Turquie, Chine, ASEAN</i>	victor.lequillier@bpifrance.fr
Clémence Goulet	<i>Economiste stagiaire</i>	clemence.goulet@bpifrance.fr

Global trends, Pays Développés, Conjoncture France

Laetitia Morin	<i>Macroéconomie France, Europe, conjoncture PME</i>	laetitia.morin@bpifrance.fr
Thomas Laboureau	<i>Macroéconomie France, conjoncture ETI</i>	thomas.laboureau@bpifrance.fr

Disclaimer / Avertissement

This document and the information within do not create any contractual or legal binding obligation and Bpifrance reserves the right at any time and without further notice to modify its content and its form. This document and the information within it are provided for convenience and information purpose only and is in no way nor an advice, nor a recommendation, nor an offer to provide an investment service or of completion of any other operation and shall in no way be interpreted as a representation according to which an investment strategy or the completion of any other operation fits to any individual or entity. Before any decision is taken, any individual or entity is invited to seek advice from its own legal, taxation and financial advisers in order to make sure that the operation foreseen fits with its personal situation and its own aims and to make its own opinion regarding its own risk and financial analysis. This document and the information within are provided "as is" and Bpifrance disclaims all legal and other warranties, express, implied or usage of trade, including without limitation as to the accuracy, utility, completeness, fitness, of this document and the information within, nor as to the use that is made of them or the results to be obtained from decision that could be made by the individuals and entity having knowledge of them even if Bpifrance has been informed or was aware of their aim. This document and the information within are not meant to be circulated or used by any individual or entity in a country or jurisdiction where such circulation or use would be contrary to legal or regulatory obligations, or which might force Bpifrance to comply with any procedure or registration in such country or jurisdiction. The English version of this article is provided for convenience only and the French version shall prevail.

Ce document et les informations qui y figurent n'ont aucune valeur contractuelle ou juridique et Bpifrance se réserve le droit d'en modifier le contenu et la forme à tout moment et sans préavis. Ce document et les informations qu'il contient ont un but strictement informatif et ne constituent ni un conseil, ni une recommandation, ni une offre de fourniture d'un service d'investissement ou de réalisation de toute autre opération et ne doivent, en aucun cas, être interprétés comme une affirmation selon laquelle une stratégie d'investissement ou toute autre opération est adaptée à toute personne ou entité. Préalablement à toute décision chaque personne ou entité est invitée à consulter notamment ses propres conseils juridiques, fiscaux ou financiers afin de s'assurer de l'adéquation de l'opération envisagée avec sa situation particulière et ses propres objectifs et de former sa propre opinion au regard de sa propre analyse de risque et financière. Bpifrance ne garantit en aucun cas que ce document et les informations y figurant sont notamment exacts, utiles, complets, ou adaptés et ne fournit aucune garantie légale ou sur tout autre fondement, y compris expresse, implicite ou d'usage, ni concernant l'utilisation qui en est faite ou les résultats des décisions qui pourraient être prises par les personnes ou entités en ayant eu connaissance y compris si Bpifrance a été informée de leur objectif. Ce document et les informations y figurant ne visent pas à être distribués ou utilisés par toute personne ou entité dans un pays ou une juridiction où cette distribution ou utilisation serait contraire aux dispositions légales ou réglementaires, ou qui imposerait à Bpifrance de se conformer à des démarches quelconques ou obligations d'enregistrement dans ces pays ou juridictions. La version anglaise de cette clause est fournie à titre indicatif et la version française prévaut.